

# Comité de la transparence et du dialogue

**5<sup>e</sup> réunion**

**Lundi 27 janvier 2020**



# État du site : Lubrizol

- La partie du site de l'usine Lubrizol qui a brûlé, correspondant à la zone de stockage, a fait l'objet d'une délimitation par la pose d'une palissade métallique.
- 1254 fûts ont été traités depuis le début des opérations sur un total de 1389 (dont 156 des 166 fûts sensibles).  
Il reste 135 fûts à traiter dont 10 fûts sensibles.
- La totalité des fûts aura été traitée fin janvier. Après cette opération, il sera immédiatement procédé à un démontage de l'espace temporaire de confinement dépressurisé.
- Consultations en cours pour la remédiation des voiries autour des bâtiments A4 et A5, ce qui sera la première étape du traitement de la zone sous scellés lorsqu'elle sera de nouveau accessible.



# État du site : NL Logistique

- Les échéances de la mise en demeure du 8 novembre 2019 (au 30 novembre et au 31 décembre) ont été respectées : les bâtiments T1 et T2 ont été évacués et leur contenu inventorié.
- Lors de ces opérations, l'étaiement du bâtiment T2 a eu lieu, ce qui a permis la réouverture du quai de France.



# Dépollution de la darse (bassin aux Bois)

- Fin du pompage de la nappe sous le quai sud le 16 janvier : 536 tonnes de produits traités au total (issus des eaux d'extinction souillées).
- Opération complexe de nettoyage du plafond et des piliers de la cavité située sous le quai sud en mars.
- Confirmation par inspections visuelles et caméras du bon achèvement du nettoyage passif des différents émissaires (pluies et marées).
- Retrait du barrage Polmar (qui fermait le bassin) le 23 janvier.
- Maintien de moyens de protection ciblés :
  - Barrages de confinement devant les émissaires et les interstices de la cavité située sous le quai sud,
  - Navire dépollueur en stand-by,
- Maintien de 2 passages hebdo de l'entreprise Séché à compter du 24 janvier.





# Résultats consolidés – Darse et STEP

Deux sites, par leurs usages, concentrent de fortes quantités de pollution.

Il s'agit sans surprise d'une part de la darse, qui a recueilli l'essentiel des hydrocarbures de l'incendie, et d'autre part de la STEP.

De ce fait, on observe des concentrations de polluants.

## DARSE :

Réceptacle fermé des eaux d'extinction de l'incendie ; sédiments historiquement dégradés. Prélèvements sédiments le 10 octobre (DDTM) dans la darse et en Seine, et comparaison avec les données historiques du GMPR.

Sans surprise, l'incendie a eu un impact notable sur la qualité des sédiments de la darse, mais pas en dehors : augmentation significative de plusieurs polluants (au minimum 2 x historiques du GMPR) pour 10 HAP, 7 PCB, les HCT et l'aluminium (pas d'évolution significative pour les autres métaux).

On constate un gradient de pollution dans la darse avec une augmentation des concentrations de l'entrée vers le fond pour les HAP, 2 dioxines et 3 furanes.

**Suites** : mesures de dragage à envisager pour une remise en état du milieu.



# Résultats consolidés – Darse et STEP

## STEP

- Le réseau d'assainissement et d'eaux pluviales de Rouen étant majoritairement unitaire, la STEP est le réceptacle de l'ensemble des eaux ruisselées et du lessivage post-incendie, sur une grande surface artificialisée.
- Principe de concentration des polluants dans les boues de STEP conduisant à identifier des polluants non détectables dans les eaux.
- Analyse eau brute en entrée de STEP du 26 septembre au 4 octobre et du 11 au 17 décembre et boues les 3 octobre et 25 novembre (comparée à des données historiques).

### Résultats :

- L'agglomération génère un bruit de fond dans les eaux usées sur 2 dioxines (OCDD et HPCDD), observées également dans les boues. Ces deux dioxines ont été quantifiées plus fréquemment dans les jours suivants l'incendie. Aucune autre dioxine n'a été identifiée dans les eaux sur la période analysée.
- 7 furanes ont été quantifiés dans les eaux usées, uniquement lors de l'incendie (aucun lors de la campagne de décembre).
- La concentration dans les boues fait remarquablement ressortir les données du 3 octobre, en matière de concentration de furanes (TCDF, PECDF, HXCDF).

- **Suites** : pas d'enjeu pour l'élimination des boues de la STEP Émeraude qui sont incinérées mais nouvelle campagne en janvier pour confirmer le retour à la normale. Campagne préventive réalisée début janvier auprès des 18 autres STEP concernées par le panache, moins concentré selon l'INERIS, afin de statuer sur l'épandage des boues fin février.





# Reprise partielle du site Lubrizol

- De très nombreux contrôles ont été effectués par l'inspection des installations classées durant la phase de redémarrage et n'ont pas révélé de non-conformités sur les unités concernées par ce redémarrage partiel



# État consolidé des résultats d'analyse (air, suie, amiante)

Important : Tous les résultats d'analyses effectués jusqu'alors sont soit conformes aux seuils soit, s'il n'y a pas de seuils, au bruit de fond.

- Air : 45 prélèvements en Seine-Maritime. Pas de points d'attention depuis l'extinction de l'incendie.
- Suies : 79 prélèvements en Seine-Maritime. 3 points d'attention ont été clarifiés :
  - à Buchy pour les HAP. Doute levé : dû à la proximité d'un parking
  - à Saint-Saëns pour les dioxines. Doute levé : des prélèvements complémentaires ont permis de lever le doute
  - à Mont-Saint-Aignan/Bois-Guillaume pour le zinc (contrôle complémentaire du zinc, du soufre et du phosphore dans les arrêtés du 14 octobre). Doute levé : les analyses de sol (phase 0) ne concluent pas à un marquage particulier.
- Amiante : Hors le cœur du foyer où des traces d'amiante ont pu être trouvées (tenues de pompiers, étant rappelé que ces personnels étaient équipés d'appareils respiratoires isolants), les 3 campagnes réalisées (périmètre de 300m, 800m et 15km) ont confirmé l'absence de fibres d'amiante. Il convient de distinguer ces fibres d'amiante, qui auraient eu un impact par voie respiratoire s'il y en avait eu, des fragments de fibrociment qu'on a pu observer et qui ont été retirés par l'entreprise mandatée par Lubrizol (composition du fibrociment : 85 à 90 % de ciment, 10 à 15% d'amiante).





# Résultats sols 1/2

Par delà les résultats d'analyses déjà obtenus, un travail exhaustif de prélèvements et d'analyses a été imposé aux deux exploitants par arrêtés du 14 octobre 2019.

Il s'agit de réaliser une interprétation de l'état des milieux (IEM) sur la base de prélèvements effectués notamment dans les sols.

Tous les prélèvements ont été réalisés sur les 112 communes de la Seine Maritime, les analyses sont en cours mais sont plus longues que prévues du fait de l'engorgement des laboratoires, le programme d'analyses prescrit étant très exhaustif. Le retard n'est donc pas imputable aux exploitants, mais à une contrainte externe.



# Résultats des sols (2/2)

## Résultats obtenus

- 1er ensemble de communes, (17 communes ; 29 points de prélèvements avec 2 prélèvements par point)  
Le rapport ne fait pas apparaître de lien avec l'incendie mais signale des points d'attention sur le plomb et le mercure dans l'agglomération de Rouen, en profondeur, qui semblent liés à une pollution historique.
- 2ème ensemble de communes, (23 communes, dont un renforcement du maillage dans les 17 précédentes ; 177 points de prélèvements avec 2 prélèvements par point) : analyses terminées.
- Pré-rapport IEM transmis en fin de semaine pour ces deux ensembles. Sur la base des résultats et analyses disponibles à ce stade, pour les 206 points de prélèvements et analyses de sols réalisés, aucune incompatibilité d'usage n'est identifiée.  
Hors des traces de plomb liées à des pollutions historiques, on trouve du benzo(a)pyrène qui est un HAP, et qui est donc un traceur potentiel d'une combustion sur 11 points (Bois-Guillaume, Bosc-Guérard-Saint-Adrien, 2 à Deville, 2 à Houpeville, Bosc-Bordel, Mauquenchy, Roncherolles en Bray, Saint-Saëns et Serqueux), mais dont la vulnérabilité correspondrait à une hypothèse de scénario majorant (ingestion significative de terre)

## Résultats encore en attente

- 3ème ensemble de communes, dont 78 autres communes en Seine-Maritime ; Prélèvements terminés. Analyses en cours.





# État consolidé des résultats d'analyses (eau potable)

**Important** : Tous les résultats d'analyses effectués jusqu'alors sont soit conformes aux seuils soit, s'il n'y a pas de seuil, au bruit de fond

· 267 prélèvements réalisés entre le 26 septembre et le 27 janvier :

– 10 dans les 5 réservoirs sous le panache les 1ers jours,

– puis 257 au niveau des 38 captages normands de la zone impactée

· Nombreux paramètres suivis dont hydrocarbures, métaux, perfluorés, dioxines, furanes, PCB et des recherches non ciblées de composés volatils et non volatils (screenings HS GCMS, L/L GCMS, LC QTOF), allant ainsi au-delà de la réglementation

· Tous les résultats obtenus à ce jour confirment l'absence ou la présence en concentrations très faibles et bien inférieures aux valeurs sanitaires de référence, des produits recherchés

· Ces résultats sont en ligne avec les références réglementaires ou sanitaires permettant leur interprétation.

· Un bilan de cette surveillance est en cours de réalisation.





# Suivis Seine, cours d'eau, eaux souterraines

- Afin d'évaluer d'éventuels impacts de l'incendie, l'agence de l'eau Seine-Normandie a adapté la surveillance des eaux qu'elle mène dans le cadre des suivis exigés par la Directive Cadre sur l'Eau en octobre, novembre et décembre 2019.
- Premiers résultats de la campagne d'octobre sur 32 sites :
  - 2 sites en Seine
  - 20 stations sur côtières et des affluents de la Seine
  - 10 points d'eau en eaux souterraines
- 11 372 résultats d'analyses, plus de 400 molécules recherchées
- Comparaison de ces résultats avec les données historiques ou des références normatives afin d'identifier les substances en dépassement
- Niveaux conformes à l'exception de certains dépassements portant principalement sur les métaux, les HAP et les dioxines, mais qui restent sous les seuils sanitaires et pour lesquels l'origine ne peut pas être déterminée.





# Résultats des suivis d'octobre 2019 dans la Seine et les cours d'eau

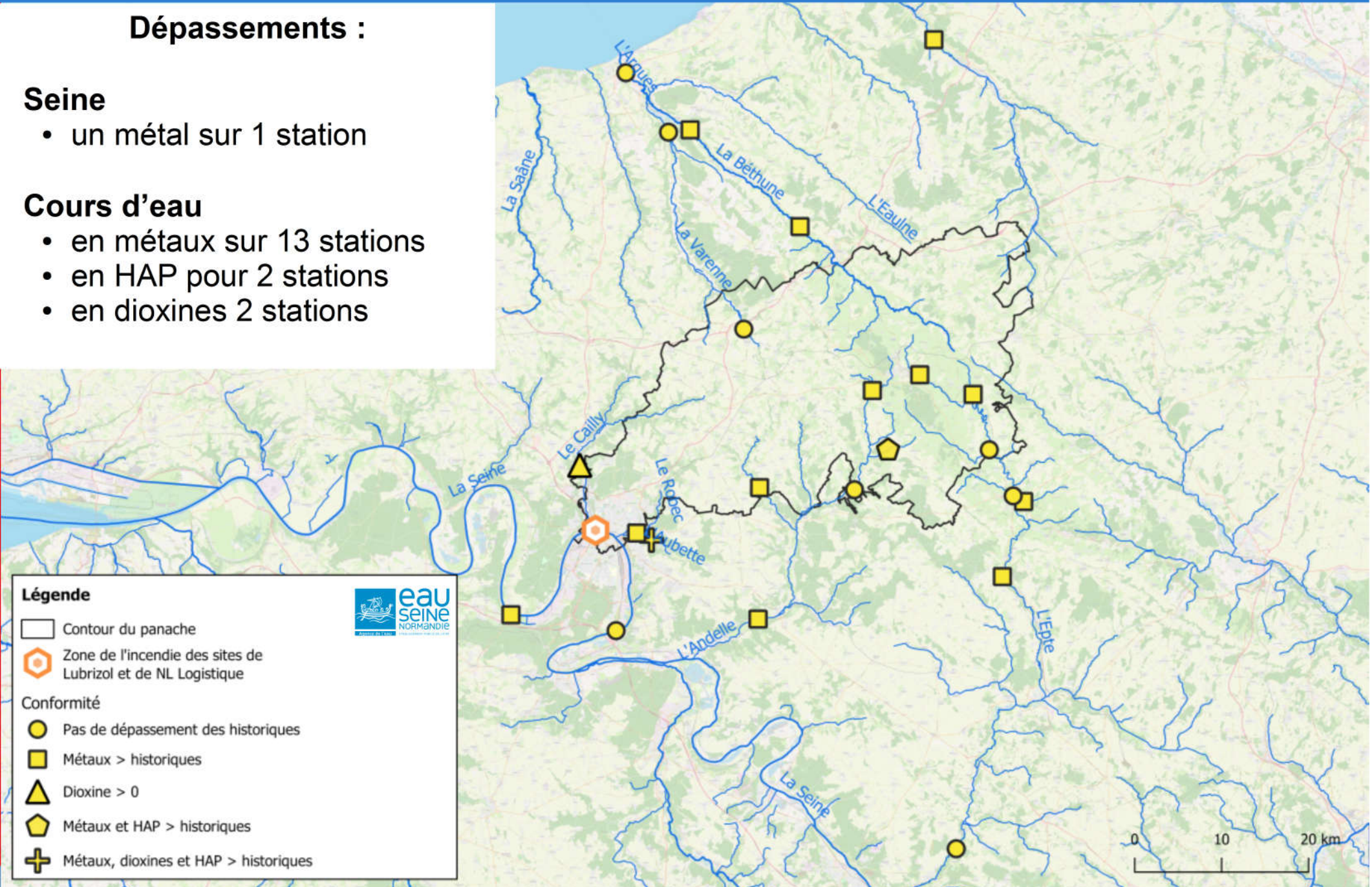
## Dépassements :

### Seine

- un métal sur 1 station

### Cours d'eau

- en métaux sur 13 stations
- en HAP pour 2 stations
- en dioxines 2 stations



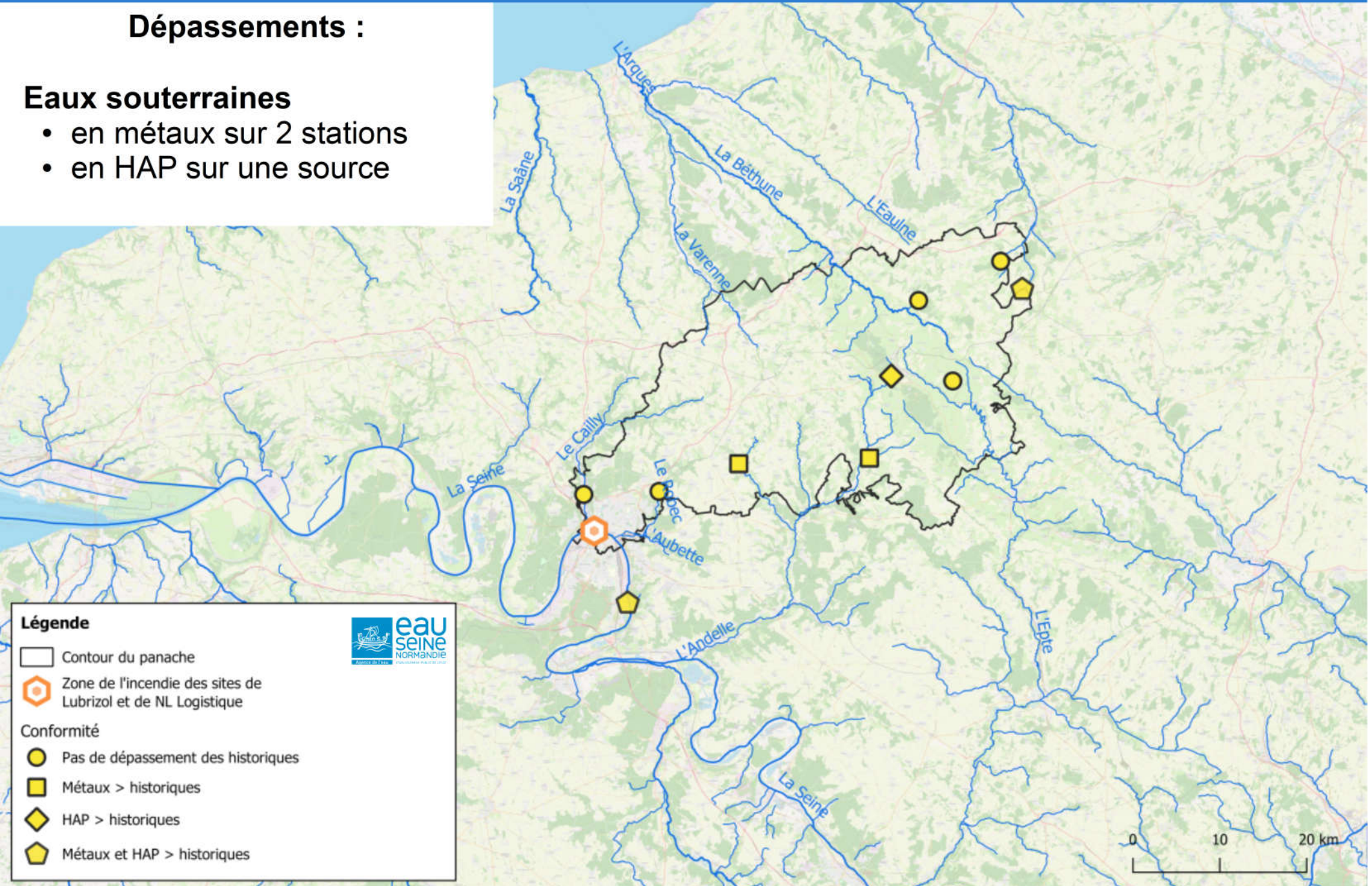


# Résultats des suivis d'octobre 2019 dans les eaux souterraines

## Dépassements :

### Eaux souterraines

- en métaux sur 2 stations
- en HAP sur une source





# État consolidé des résultats d'analyses (agriculture)

Important : Tous les résultats d'analyses effectués jusqu'alors sont soit conformes aux seuils soit, s'il n'y a pas de seuils, au bruit de fond.

**616 résultats concernant la Seine-Maritime (cf. carte ci-après)**



**LUBRIZOL : Conformité des résultats reçus pour les prélèvements réalisés par la DDPP76, la DIRECCTE et la DRAAF Normandie en Seine-Maritime du 27/09/2019 au 11/12/2019**  
**Substances concernées : dioxine, furanes, HAP\* et PCB\***



Nombre de résultats reçus pour les substances dioxine, furanes, HAP\* et PCB\*

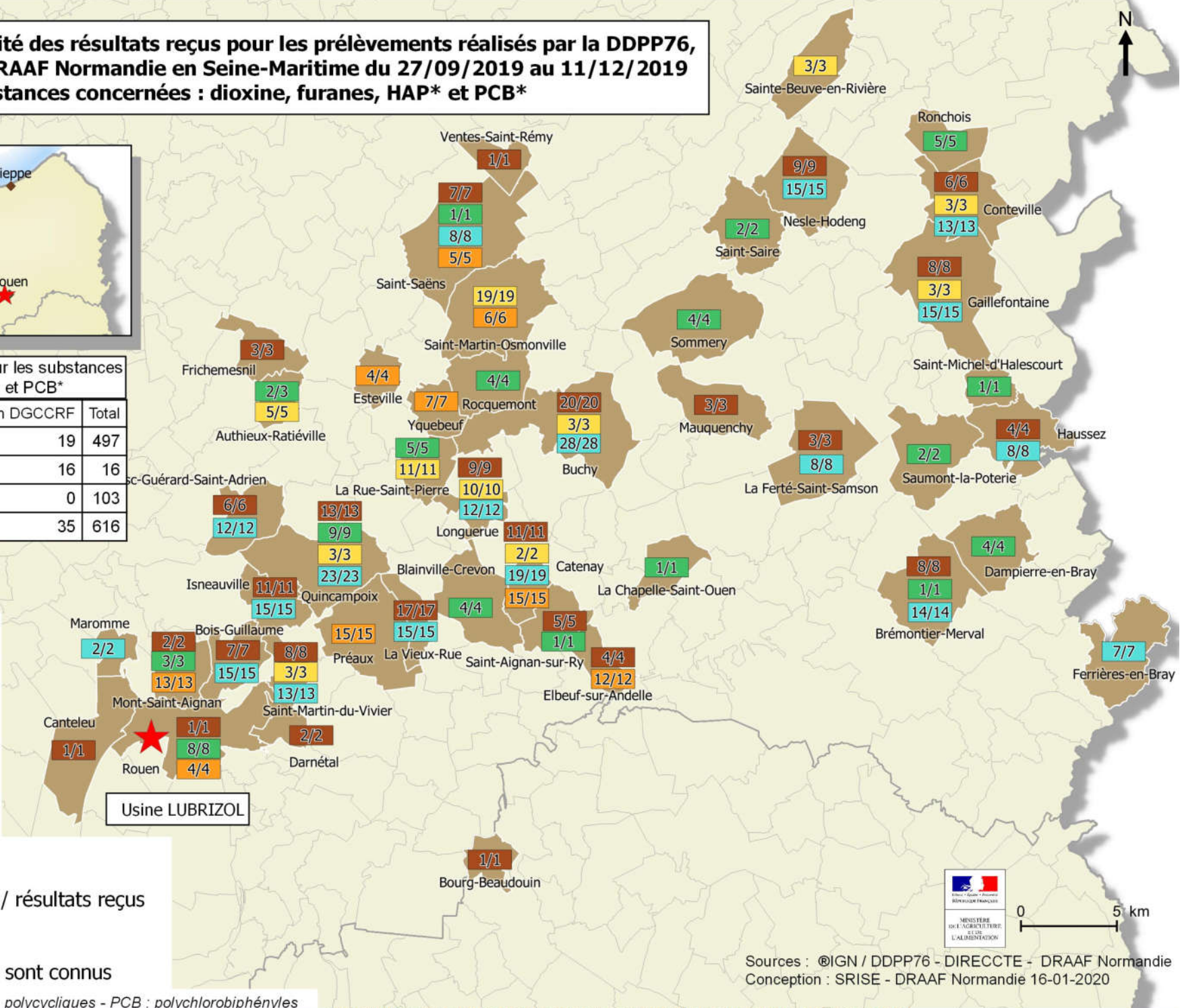
Organisme	Plan DGAL	Plan DGCCRF	Total
DDPP76	478	19	497
DIRECCTE	0	16	16
DRAAF	103	0	103
<b>Total</b>	<b>581</b>	<b>35</b>	<b>616</b>

**Résultats reçus**  
 (nombre total : 616)

- Alimentation élevage
- Fruits et légumes
- Grandes cultures
- Filière lait
- Production animale

Nombre de résultats  
1/2 résultats conformes / résultats reçus

★ Usine LUBRIZOL  
 Commune où des résultats sont connus



Sources : ©IGN / DDPP76 - DIRECCTE - DRAAF Normandie  
 Conception : SRISE - DRAAF Normandie 16-01-2020

\* HAP : hydrocarbures aromatiques polycycliques - PCB : polychlorobiphényles



# Analyses lait maternel

- **Octobre 2019 : démarches individuelles engagées par 9 femmes de l'agglomération rouennaise allaitant leur enfant pour faire analyser leur lait maternel**
    - Prescription par leur médecin traitant
    - Prélèvements par le CHU de Rouen et analyses réalisées par le CHU de Limoges
    - Mise en évidence d'hydrocarbures aromatiques (toluène, xylène, éthylbenzène)
  - **Novembre 2019 : nouvelles analyses de lait maternel chez les mêmes femmes avant l'incendie et à distance et chez d'autres femmes habitant dans d'autres agglomérations (Dijon, Lille, Toulouse)**
    - Mise en évidence des mêmes hydrocarbures aromatiques (toluène, xylène, éthylbenzène) dans le lait prélevé à Rouen avant l'incendie et dans les autres villes
- **Difficulté à interpréter des résultats individuels**
  - **Valeurs mesurées correspondent à un « bruit de fond » observé à Rouen avant l'incendie et également dans d'autres villes**
  - **Pas de remise en cause de l'allaitement maternel**





# EQRS : Evaluation Quantitative du Risque Sanitaire

- L'arrêté prescrivant l'EQRS à Lubrizol et NL Logistique est signé.
- Si l'IEM montre la présence avérée de molécules au potentiel toxique en lien avec l'incendie, la réalisation de l'EQRS permettra d'évaluer l'impact de leur présence sur la santé humaine
- Elle s'appuiera alors, outre sur ces analyses, sur une modélisation de la diffusion desdites molécules le 26 septembre pour évaluer l'exposition potentielle de la population
- Si elle est activée, elle sera remise 1 mois après l'IEM. En fonction de ses résultats, elle pourra déclencher une bio-surveillance.
- Elle sera soumise à tierce expertise.
- Si l'IEM devait faire apparaître des molécules au potentiel toxique sans lien avec l'incendie, les autorités sanitaires seront appelées à se prononcer.



# Études par Santé publique France des impacts sur la santé

- **Mise en place du sous-groupe CTD pour participer à l'élaboration des études santé**
  - 19 membres volontaires : représentants des élus (maires, députés, région), des associations, des professionnels de santé (médecine hospitalière et de ville), de l'université, de Lubrizol, de SpF
  - Coordination par le professeur Marcel Calvez, sociologue à l'université de Rennes
  - 1ère réunion tenue le 13 janvier 2020
  - Objectif : participer à la construction des études de santé (protocole de l'étude de santé déclarée notamment), échanger sur l'interprétation des données et leur communication
  - Démarche ouverte et participative
  - Prochaines réunions prévues en février et mars 2020





# Etudes par Santé publique France des impacts sur la santé

## ▪ Etude de santé déclarée en population

- **Protocole et questionnaires en cours d'élaboration** (en lien avec le sous-groupe santé)
  - le tirage au sort des ménages dans une base INSEE (lien avec DREES et l'INSEE)
  - la définition de la zone d'étude qui doit intégrer l'ensemble des nuisances (panache, odeurs)
- **Des entretiens semi directifs** vont être réalisés en février par Santé publique France auprès de quelques représentants des parties prenantes, afin de préparer l'enquête de santé ressentie

## ▪ Suivi à moyen et long terme des indicateurs de l'état de santé de la population

Protocole en cours d'élaboration

## ▪ Suivi des salariés et des professionnels

Première réunion le 14 novembre 2019 du groupe d'alerte en santé travail Normandie  
Etat des lieux en cours

## ▪ Biosurveillance

Travail sur les critères de décision de mise en place de l'étude qui pourra être engagée (résultats de la surveillance environnementale, de l'EQRS, de critères de faisabilité...)  
Attente de l'ensemble des données des mesures environnementales



# Impact économique - Dispositif légal de dégrèvement pour perte de récoltes

- Les exploitations agricoles situées dans la zone de l'arrêté préfectoral (25 % des exploitants de la Seine-Maritime) et relevant des catégories « terres », « prés » et « vergers », ont fait l'objet d'un dégrèvement d'office (sans réclamation préalable émanant des agriculteurs concernés), à hauteur de 80 % des cotisations de TFNB 2019, conformément aux prescriptions de la DDTM et sur le fondement des dispositions de l'article 1398 du Code Général des Impôts.
- Le dégrèvement collectif a été prononcé le 12/12/2019, ordonnancé le 18/12/19 et les propriétaires en ont été informés dans la même semaine. Les restitutions ont été effectuées au cours de la première quinzaine de janvier.
- Les mairies des communes concernées ont procédé à l'information des administrés par voie d'affichage conformément aux dispositions légales et réglementaires qui régissent la matière.





# Indemnisations

**Situation au 22 janvier 2020:**

	<b>TOTAL</b>	<b>LBZ1 – Fond d'indemnisation agricole</b>	<b>LBZ2 – Fond d'indemnisation généraliste</b>
<b>TOTAL DES DOSSIERS OUVERTS</b>	<b>1619</b>	<b>1104</b>	<b>515</b>



# Architecture générale de l'information

En sus des informations mises en ligne en continu sur le site de la préfecture, l'évènement du 26 septembre 2019 fait l'objet de plusieurs instances réunies régulièrement :

- 4 CODERST donc celui d'octobre entièrement consacré à l'incendie (nombre d'invités élargi au-delà des membres officiels)
- 2 Commission de Suivi de site (CSS) dont une sur site (nombre d'invités élargi au-delà des membres officiels)
- 1 Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles (SPPPI) le 27 janvier
- 5 Comités pour la Transparence et le Dialogue (CTD)
- Une restitution des travaux en cours sur le retour d'expériences sera effectuée dès leur achèvement, lors d'une réunion dédiée de chacune de ces instances.

